



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Cosmétique

Kering cède sa division beauté à L'Oréal

Le groupe français de luxe Kering cède sa division beauté, y compris la marque Creed, à son compatriote L'Oréal ainsi que le développement des produits beauté ... • (Page 08)

Consommation

Ces « héros » qui transforment les systèmes alimentaires

Des hommes et des femmes, partout dans le monde, transforment les systèmes alimentaires et les rendent ... • (Page 09)

Financements durables

La BOAD au cœur du dialogue international

• (Page 03)

Budgétisation Verte

Le Togo partage son expertise avec la République du Congo

Du 20 au 24 octobre 2025, le Togo accueille une délégation congolaise composée de planificateurs et de responsables ... • (Page 02)

Usurpations d'identité

L'Hôtel 2 Février met en garde contre les pratiques frauduleuses

Des individus malintentionnés se présentent faussement comme étant mandaté par l' Hôtel du 2 Février, en se faisant passer pour ... • (Pages 04)

Bluemind Foundation

Le FID renouvelle son soutien à « Heal by Hair »

La Bluemind Foundation se réjouit d'annoncer un soutien renouvelé du Fonds d'innovation pour le développement (FID) pour son programme innovant « Heal by Hair » ... • (Page 06)

Zio/Sante oculaire

Campagne nationale de chirurgie gratuite de la cataracte à Tsévié

Une campagne nationale de chirurgie gratuite de la cataracte et autres affections oculaires au profit des populations vulnérables des régions des Savanes, ... • (Page 11)



Secteur des assurances

• (Page 04)

Lomé abrite la 121^e session de la Commission régionale de contrôle



CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

TESTEZ CHEZ VOUS VOTRE ÉLIGIBILITÉ

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX | INSTALLATION DE LA BOX 100% GRATUITE*



8866
Coût de l'appel : 20 FCFA.

*Offre valable jusqu'au 31 août 2025. Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

www.canalbox.tg

Budgétisation Verte

Le Togo partage son expertise avec la République du Congo

Du 20 au 24 octobre 2025, le Togo accueille une délégation congolaise composée de planificateurs et de responsables budgétaires pour un voyage d'étude consacré à la budgétisation verte. Cette mission vise à s'inspirer de l'expérience togolaise, pionnière en Afrique de l'Ouest dans l'intégration des enjeux climatiques et environnementaux dans la gestion des finances publiques.

● Junior Aredola

Le Togo continue de se positionner comme un modèle de gouvernance verte sur le continent africain. En accueillant cette délégation congolaise, le pays confirme sa volonté de partager son savoir-faire en matière de budgétisation sensible au climat et à l'environnement, un mécanisme essentiel pour concilier développement économique et durabilité écologique. La mission congolaise, conduite par Dr Mampouya-M'Bama Franck Corneille, Directeur général du Plan et du Développement, a pour objectif d'observer concrètement les réformes budgétaires entreprises par le Togo. Le pays a en effet réussi à intégrer, dans sa planification financière, des indicateurs liés aux impacts climatiques et à la préservation de l'environnement. Lors de la cérémonie d'ouverture, Dr Mampouya-M'Bama a salué « l'exemplarité du Togo » et souligné que « l'heure est à l'action pour transformer nos modèles budgétaires en leviers de résilience face aux changements climatiques ». De son côté, M. Sovi Kokou, Directeur des études et analyses budgétaires, a rappelé que ces journées de travail visent à renforcer la coopération Sud-Sud et à favoriser le transfert de compétences dans un domaine encore émergent mais décisif pour l'avenir des finances publiques africaines.

Modèle de leadership climatique en Afrique



En adoptant la budgétisation verte, le Togo s'est imposé comme un pionnier régional dans l'intégration des considérations environnementales dans la dépense publique. Cette approche permet de mesurer et de suivre la part du budget national allouée à la lutte contre les changements climatiques, la préservation des ressources naturelles ou la promotion d'énergies renouvelables. L'expérience togolaise repose sur un cadre institutionnel clair, un système de suivi-évaluation rigoureux et une collaboration intersectorielle entre les ministères du budget, de l'environnement et du plan. Ce modèle attire aujourd'hui plusieurs pays africains, dont le Cameroun et le Congo, désireux de s'en inspirer pour bâtir des systèmes budgétaires plus transparents et écologiquement responsables. Cette dynamique s'inscrit également dans la perspective d'un financement international durable, où la performance climatique devient un critère d'éligibilité à certaines ressources. Le Togo, en anticipant cette exigence, renforce non seulement sa résilience interne, mais aussi sa crédibilité auprès de ses partenaires techniques et financiers.

Coopération Sud-Sud au service du climat

La visite de la délégation congolaise à Lomé intervient dans un contexte marqué par la montée des risques climatiques en Afrique et la nécessité d'adapter les politiques budgétaires aux enjeux de durabilité. Le Congo, à l'instar de nombreux pays du continent, souhaite repenser sa planification budgétaire pour y intégrer la dimension environnementale et climatique. Les échanges prévus durant cette mission portent sur les bonnes pratiques togolaises, les outils de suivi de la budgétisation verte, la formation des cadres publics et l'évaluation des dépenses climatiques. À l'issue de ce voyage d'étude, le Congo envisage d'élaborer un cadre d'action révisé inspiré du modèle togolais. Pour Mme Kouhoué S. Akouvi Valérie, point focal national de la budgétisation verte au Togo, cette coopération illustre « la solidarité africaine face aux défis environnementaux communs ». Elle a souligné que cette initiative « contribuera à consolider les liens entre les deux pays dans la lutte contre le changement climatique et pour un développement plus durable ».

AUX DECIDEURS ...

Crédibilité et confiance

La participation du Togo aux Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale, du 13 au 18 octobre 2025 à Washington, ne relève pas d'un simple rituel diplomatique. Elle symbolise la maturité économique d'un pays qui assume désormais pleinement son rôle d'acteur crédible sur la scène internationale. Sous la conduite du Ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, le Togo y défend une vision claire : celle d'une économie stable, résiliente et ouverte à l'investissement productif.

Ce positionnement s'appuie sur des fondations solides. Le programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI, en cours d'exécution, illustre la volonté du gouvernement de consolider la discipline budgétaire tout en favorisant une croissance inclusive. Maîtriser la dette, mobiliser les recettes intérieures, améliorer la qualité des dépenses publiques et stimuler le secteur privé : autant de chantiers qui traduisent une gestion économique rigoureuse et une ambition de long terme.

Parallèlement, la coopération avec la Banque mondiale renforce cette dynamique à travers des investissements stratégiques dans l'énergie, l'agriculture, la santé, l'éducation et la gouvernance numérique. Ces appuis structurants témoignent de la confiance renouvelée des partenaires internationaux dans la trajectoire du pays. Le Togo ne se contente plus de subir les décisions globales : il participe activement aux discussions, propose des solutions et plaide pour une approche plus inclusive du développement.

Mais au-delà des chiffres et des programmes, c'est la philosophie de gouvernance économique qui mérite d'être saluée. Le Togo s'engage résolument sur la voie d'une transformation structurelle fondée sur la responsabilité, la transparence et l'efficacité de l'action publique. Ce choix courageux s'inscrit dans la continuité de la Feuille de route gouvernementale 2025, portée par le leadership éclairé du Président du Conseil, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé.

Dans un contexte mondial marqué par les incertitudes économiques, la montée des tensions géopolitiques et les défis climatiques, le Togo fait le pari de la stabilité et de la prévoyance. Son message à Washington est clair : le développement durable n'est pas une aspiration, c'est une stratégie. Et cette stratégie repose sur une gouvernance financière solide, un engagement social inclusif et un dialogue permanent avec les partenaires techniques et financiers.

Les Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale rappellent, chaque année, que la crédibilité économique ne se décrète pas : elle se construit, se prouve et se consolide. Le Togo, à travers sa participation active et sa cohérence stratégique, démontre qu'il en a compris l'essence. Et c'est bien là la marque d'un pays en marche vers la pleine souveraineté économique.

M.T

Image du jour

Ecobank The Pan African Bank
40 years FOR AFRICA ALWAYS
BEST BANK AWARDS 2025
GLOBAL AWARDS
ECOBANK IS THE BEST BANK IN AFRICA 2025
A BETTER WAY A BETTER AFRICA

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Financements durables

La BOAD au cœur du dialogue international

Plaidoyer stratégique au cœur des Assemblées annuelles 2025 du FMI et de la Banque mondiale. Du 13 au 18 octobre 2025, la Banque ouest africaine de développement (BOAD) a pris une part active aux Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale, tenues à Washington, D.C.

• Joël Yanclo

Sous la conduite de son Président, M. Serge Ekué, la délégation de la BOAD a mené une série de rencontres de haut niveau destinées à mobiliser des ressources nouvelles, renforcer les partenariats internationaux et accélérer le financement du développement dans les huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La participation de la BOAD à ces assises mondiales s'est distinguée par une densité d'échanges bilatéraux et multilatéraux. Sur le plan régional, le Président Serge Ekué s'est entretenu avec le Ministre de l'Économie et des Finances du Mali autour de 11 projets prioritaires inscrits dans la Vision Mali 2063, notamment la construction d'écoles, l'électrification rurale et la mise en service de centrales solaires. Ces projets illustrent la volonté de la BOAD d'accompagner les États membres dans la transformation structurelle de leurs économies à travers des investissements à fort impact social. Parallèlement, la BOAD a multiplié les rencontres avec des par-



Délégation du Mali

tenaires stratégiques tels que FinDev Canada, l'IFC, Saudi Exim, Commercial Bank of Dubai, ICBC Standard Bank, SMBC, Société Générale, Natixis/Groupe BPCE, KfW et BMZ Bund. Ces échanges ont porté sur des opérations conjointes, des mécanismes de cofinancement, la structuration de garanties et la recherche de solutions de financement à long terme pour soutenir la résilience économique de la région. Sur le volet assurantiel, les discussions avec MIGA (Agence multilatérale de garantie des investissements du Groupe Banque mondiale) et ATIDI (African Trade and Investment Development Insurance) ont

permis de consolider la coopération dans le domaine des assurances de portefeuille et des mécanismes de garantie. L'objectif est clair : renforcer la capacité de financement de la BOAD en réduisant les risques liés aux grands projets de développement. La délégation a également pris part à plusieurs panels et événements majeurs. Lors du forum Devex "From Risk to Resilience: Financing a Sustainable Future", Serge Ekué a présenté un mécanisme paramétrique innovant de couverture contre les chocs climatiques, conjuguant agilité financière et ancrage local. Au sein du panel IDFC/MIGA, la BOAD a plaidé pour une amplification des

garanties destinées à catalyser davantage d'investissements privés vers les initiatives climatiques. Enfin, lors de l'atelier IDFC "Operationalizing SDR liquidity for MDBs", la Banque a défendu la mise en place de solutions durables pour améliorer la liquidité des banques multilatérales de développement (BMD) et accroître leur capacité de financement.

Pilier financier de la stabilité et du climat

La présence de la BOAD à Washington illustre le nouveau positionnement stratégique de la Banque : devenir un acteur de référence du financement durable en Afrique de l'Ouest. Depuis 2021, la Banque a déjà engagé 3 600,6 milliards de FCFA de financements cumulés, soit 107,4 % de son objectif quinquennal. Ce chiffre témoigne de l'efficacité opérationnelle de l'institution et de son rôle central dans le développement des

infrastructures, la transition énergétique et la promotion de l'économie verte dans l'espace UEMOA. Sur le plan international, Serge Ekué a été réélu Président du Club International de Financement du Développement (IDFC), qui regroupe 27 institutions financières publiques de développement à travers le monde. Ce mandat renouvelé confirme le leadership croissant du Togo et de la sous-région ouest-africaine dans la gouvernance mondiale du financement climatique et du développement durable. Le Président Ekué a réaffirmé, à cette occasion, son engagement à accélérer les financements climat et biodiversité, à porter la réforme de l'architecture financière internationale, et à renforcer la coopération Sud-Sud. Son discours a mis l'accent sur la nécessité d'une transition juste et inclusive, en phase avec les réalités sociales et économiques des pays africains.

la BOAD a organisé à Washington une nouvelle édition du #BOADInvestorDay 2025, plateforme d'échanges entre la Banque et ses partenaires financiers internationaux. Cet événement a permis de renforcer le dialogue stratégique autour des mécanismes innovants de financement du développement durable dans l'UEMOA. Les discussions ont notamment porté sur la création d'outils financiers plus souples, capables de mobiliser les capitaux privés pour financer les priorités nationales en matière de transition énergétique, de sécurité alimentaire et de développement des infrastructures. La participation active de la BOAD à ces assises traduit la crédibilité croissante de l'institution sur la scène financière mondiale. Elle positionne la Banque comme un levier clé du développement durable dans la sous-région, à un moment où les pays africains cherchent à concilier croissance économique, inclusion sociale et résilience climatique.

Vers un nouveau modèle de financement

En marge des Assemblées,



Commercial Bank of Dubai



Dev Canada



Saudi Exim Bank



The International Finance Corporation (IFC)



BOAD Investor Day



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

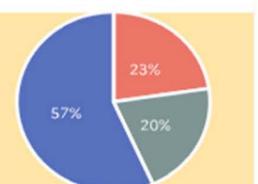
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Secteur des assurances

Lomé abrite la 121^e session de la Commission régionale de contrôle

Lomé abrite du 20 au 25 octobre 2025 la 121^e session ordinaire de la Commission régionale de contrôle des assurances (CRCA), organe de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA). Une rencontre stratégique au cours de laquelle les 14 États membres entendent renforcer la gouvernance, l'éthique et la résilience du secteur face aux mutations économiques, technologiques et climatiques.



● Junior Aredola

Pendant six jours, la capitale togolaise se transforme en centre névralgique du marché des assurances africain. Les experts venus de l'ensemble de la zone CIMA examinent les demandes d'agrément, les plans de redressement, ainsi que la situation technique et financière des compagnies d'assurance. Objectif : assainir le marché, restaurer la confiance et protéger les assurés. À l'ouverture des travaux, le président de la CRCA, Mamadou Sy, a rappelé les nombreux défis qui entravent le bon fonctionnement du secteur, citant notamment les insuffisances de gouvernance, les retards dans la mise en conformité réglementaire et les comportements contraires à l'éthique. Le ministre Jean-Marie Tessi, a, pour sa part, insisté sur la nécessité de restaurer la crédibilité du marché : « Il est inacceptable que des assureurs multiplient les artifices pour retarder les indemnisations dues aux assurés », a-t-il déclaré, appelant à une action ferme contre les dérives et à la mise en œuvre de mécanismes de supervision plus rigoureux.

Entre modernisation et responsabilité

Cette 121^e session intervient à un moment charnière pour le secteur. Les compagnies doivent s'adapter à un environnement marqué par l'accélération de la

digitalisation, l'aggravation des risques climatiques et la mutation rapide des modèles économiques. Les discussions à Lomé devraient permettre de tracer une nouvelle feuille de route pour un marché plus innovant, transparent et durable. L'intégration progressive de l'intelligence artificielle dans la gestion des sinistres, le développement des produits d'assurance inclusifs et la lutte contre la fraude figurent parmi les priorités. Ces réformes devraient favoriser l'émergence d'un écosystème financier plus compétitif, capable de soutenir la croissance économique régionale tout en garantissant une meilleure protection des assurés. Pour le Togo, pays hôte, cette rencontre conforte son rôle de pôle financier régional, déjà affirmé par la présence de plusieurs institutions sous-régionales. Lomé réaffirme ainsi sa vocation à abriter les débats structurants sur la gouvernance économique et la régulation des marchés.

Engagement régional pour la transparence et la confiance



Créée dans le cadre de la CIMA, la CRCA assure la régulation et le contrôle des compagnies d'assurance opérant dans les 14 États membres d'Afrique francophone. Ses sessions ordinaires constituent un moment clé de supervision technique et de coordination réglementaire à l'échelle régionale. En accueillant cette 121^e session, le Togo manifeste son engagement en faveur d'un marché intégré, éthique et performant. Le gouvernement togolais, par la voix de Jean-Marie Tessi, a réaffirmé son soutien à la CIMA et à la CRCA dans leur mission de consolidation d'un secteur plus résilient, intègre et inclusif. Les décisions qui seront prises à Lomé auront un impact direct sur la crédibilité des institutions financières et sur la confiance des citoyens. Guidées par la rigueur technique et le souci de l'intérêt général, elles visent à faire du marché des assurances africain un levier de stabilité et de développement durable.



2 FEVRIER
HOTEL-LOME

COMMUNIQUE

Mise en garde contre des usurpations d'identité à des fins d'arnaques

Madame, Monsieur,

Nous tenons, par la présente, à attirer l'attention du grand public – sur des actes d'usurpation d'identité dont nous faisons actuellement l'objet et qui sont utilisés à des fins frauduleuses. Des individus malintentionnés se présentent faussement comme étant mandaté par l'Hotel du 2 Février, en se faisant passés pour Les Responsable de la Direction des Operations et/ ou la Direction Commerciale, du Département des approvisionnements à travers de fausses images, documents falsifiés, dans le but de tromper des tiers et de leur soutirer des fonds ou des informations personnelles.

Nous tenons à préciser que que l'HOTEL DU 2 FEVRIER n'est en aucun cas lié à ces pratiques illégales et que **toute communication officielle** émanant de notre structure provient exclusivement des canaux officiels suivants : site web officiel ; Comptes Emails Professionnels ; comptes vérifiés sur les réseaux sociaux ; Supports de documents portant nos identifiants professionnels

Nous invitons le public à **faire preuve de la plus grande vigilance, à ne pas répondre à ces sollicitations suspectes et à signaler tout message douteux** aux autorités compétentes

Le service en charge a déjà engagé les **démarches nécessaires auprès des services de sécurité et de la cybercriminalité** pour identifier et poursuivre les auteurs de ces actes.

Nous comptons sur votre collaboration afin de **relayer cette alerte dans vos médias**, dans le souci de protéger les citoyens et de prévenir d'éventuelles victimes.

Dans l'attente de votre bienveillante publication, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

LA DIRECTION GENERALE

Décentralisation

Un guide national pour renforcer la planification régionale

Au Togo, l'élaboration d'un guide national devant servir à la conception des plans de développement régionaux (PDR), est bouclée. C'était à la faveur d'une rencontre organisée les mercredi 15 et jeudi 16 octobre à Kpalimé.

L'outil, élaboré avec l'appui du Pnud et de la FAO, constitue une référence pour accompagner les nouveaux Conseils régionaux dans la planification de leur développement. Il intègre les dimensions du changement climatique, de l'égalité de genre et de la cohésion sociale afin d'assurer un développement équilibré et inclusif sur l'ensemble du territoire. « Ce document est un instrument essentiel qui permettra aux régions de planifier leurs priorités de manière structurée et cohérente avec les orientations nationales », a indiqué Emmanuel Amouzouvi, consultant en charge du processus. Cette initiative s'inscrit dans la mise en œuvre effective

de la décentralisation et du développement local. Elle vise à doter chaque région d'un cadre de planification harmonisé, indispensable à la promotion d'un développement économique et social durable. Pour rappel, depuis l'an dernier, le Togo dispose de conseillers régionaux, marquant une étape décisive dans le processus de décentralisation. Ces instances ont désormais la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques de développement au niveau territorial, en cohérence avec les orientations nationales.

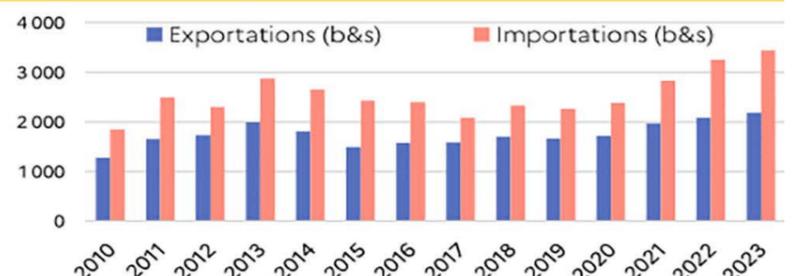
(Togo Officiel)



Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)

	2021	2022	2023
Exportations de biens et services (BM)	1 971	2 091	2 192
Importations de biens et services (BM)	2 833	3 259	3 441
Balance des biens et services (BM)	- 861	- 1 167	- 1 249



● Source : tresor.economie.gouv.fr

IMPACT 2030



Plan stratégique
2025-2030
de la Commission
de l'UEMOA

Bluemind Foundation

Le FID renouvelle son soutien à « Heal by Hair »

La Bluemind Foundation se réjouit d'annoncer un soutien renouvelé du Fonds d'innovation pour le développement (FID) pour son programme innovant « Heal by Hair ». Cette initiative unique transforme les salons de coiffure en espaces de soutien psychologique et de bien-être mental pour les femmes à travers l'Afrique.

● Wilson Lawson

En octobre 2025, Lomé (Togo) accueille la 5^e édition de ce programme pionnier : plus de 400 coiffeuses, formées à l'écoute et à la détection précoce des troubles psychologiques, seront réunies à l'Université de Lomé pour écrire une nouvelle page de l'innovation sociale et de la santé mentale sur le continent. Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent avec des troubles mentaux. L'Afrique, où 10 % de la population est concernée, fait face à une crise silencieuse, stigmatisée et dramatiquement sous-financée. Les budgets nationaux allouent en moyenne moins de 1 % à la santé mentale, laissant des millions de personnes sans accès aux soins. Quelques statistiques alarmantes. Le continent africain présente le taux de suicide le plus élevé au monde : 18 décès pour 100 000 habitants. 66 millions de femmes en Afrique souffrent d'anxiété et de dépression. L'accès aux soins reste extrêmement limité : 1 thérapeute pour 500 000 habitants, contre les recommandations de l'OMS – Organisation mondiale de la santé. Au Togo, seuls 7 psychiatres sont disponibles pour 8 millions de personnes. Moins de 5 % de la recherche mondiale est consacrée à la santé mentale. Moins de 20 % de la population africaine peut accéder à des services adaptés, freinée par des obstacles financiers, culturels et logistiques.



Les premiers résultats sont encourageants

4 sessions dans 3 villes africaines (Lomé, Abidjan, Douala) de 3 pays différents (Togo, Côte d'Ivoire, Cameroun) ; 2 225 coiffeuses candidates, dont 411 formées, et 152 certifiées de la santé mentale ; un potentiel de plus de 100 000 femmes ayant bénéficié de ce soutien, en termes d'impact ; des partenariats solides noués, avec 27 organisations et structures, dont les ministères de la Santé du Togo et de la Côte d'Ivoire. Une enquête non représentative menée par la Bluemind Foundation en 2021 auprès de 714 femmes dans six pays africains a montré que 67 % des femmes interrogées se confient à leurs coiffeuses, et 86 % pensent que d'autres femmes le font. Dans une autre enquête pilote menée auprès de 786 clientes des coiffeuses dans trois communes d'Abidjan, sept femmes sur dix déclarent se confier au moins parfois à leurs coiffeuses.

Perspectives : vers un impact continental

Après le succès du projet pilote, la Bluemind Foundation vise à étendre « Heal by Hair

» à l'échelle continentale et prévoit d'impacter plus d'un million de femmes au Togo, en Côte d'Ivoire, et au Cameroun d'ici cinq ans. Des discussions pour étendre le modèle au Sénégal, au Bénin, au Nigeria, au Malawi et au Zimbabwe sont en cours. « À travers ce financement de stade 2, le FID soutient la démarche d'évaluation d'impact dans laquelle s'engage Heal by Hair. C'est une démarche ambitieuse pour une jeune organisation de s'associer à une équipe de recherche pour mesurer rigoureusement les effets de son programme. C'est aussi un moyen de faire progresser les connaissances sur les enjeux de santé mentale des femmes en Afrique. », déclare Juliette Seban – directrice exécutive du FID. « Nous remercions le FID pour son soutien majeur, reconnaissant la santé mentale comme levier de développement et distinguant son importance pour le progrès social et économique. Ce partenariat renforce notre mission d'innover pour des sociétés résilientes et inclusives. », souligne Marie-Alix de Putter, présidente et fondatrice de la Bluemind Foundation.

Infrastructures

Le port angolais de Namibe dote ses terminaux modernisés de navires spécialisés

L'acquisition de 4 nouveaux navires spécialisés prépare la mise en exploitation des infrastructures modernisées du port de Namibe. Ces équipements sont destinés à renforcer les capacités opérationnelles de 2 terminaux agrandis et rénovés.

Le port de Namibe dans le Sud de l'Angola a réceptionné quatre nouveaux navires spécialisés pour soutenir les opérations de son terminal à conteneurs et du terminal minier adjacent de Saco-Mar. La flotte est composée de deux remorqueurs ASD 2813, d'un navire-pilote Stan Pilot 1905 et d'un navire de travail Pushy Cat 1004. Les quatre bâtiments acquis grâce à un financement conjoint de l'Etat angolais et du Japon, sont entre autres destinés aux opérations d'accostage, d'appareillage, de sauvetage

des navires commerciaux, ainsi qu'à la surveillance des côtes. Leur ajout se fait alors que le port s'appête à mettre en exploitation de nouvelles infrastructures sur ces deux terminaux, après des travaux de modernisation. Évalués à près de 600 millions USD, les travaux d'agrandissement et de modernisation de la plateforme de Saco Mar ont doté le site d'une jetée de 520 mètres de long et de 18 mètres de large. Celle-ci peut recevoir des navires de 250 000 tonnes de capacité d'emport et traiter jusqu'à

10 millions de tonnes de minerai par an. La province de Moçâmedes possède en effet d'importantes réserves de cuivre, de manganèse, de chrome, d'étain et de lignite. Selon le ministre des Transports Ricardo D'Abreu, les investissements permettront de réduire les coûts logistiques, dans un contexte où l'Angola se positionne aussi comme un relais stratégique des expéditions de minerais critiques provenant de la République démocratique du Congo et de la Zambie.

Avec Agence Ecofin

Aérien

Kenya Airways poursuit ses initiatives avec le carburant d'aviation durable

Kenya Airways ambitionne de devenir un acteur de référence dans le carburant d'aviation durable en Afrique. En misant sur la production locale de SAF, la compagnie veut à la fois réduire son empreinte carbone et ouvrir la voie à une filière stratégique.

Kenya Airways prévoit, selon des informations données par Bloomberg, d'achever d'ici le mardi 21 octobre une série de quatre vols aller-retour débutée le 14 octobre par une liaison avec Paris, avec un mélange contenant 2 % de carburant d'aviation durable (SAF) produit au Kenya. Les autres destinations prévues sont Amsterdam, Londres et Le Cap. La compagnie prévoit d'augmenter progressivement cette proportion à jusqu'à 10 % d'ici 2030. Elle se positionne ce faisant comme l'un des précurseurs de la transition énergétique dans l'aviation civile africaine, ayant déjà opéré en 2023 son premier vol long-courrier avec un mélange de carburant durable ache-



té chez l'italien Eni SpA. Cette initiative qui s'aligne sur l'objectif 2050 des zéro émissions carbone dans l'aviation, vise aussi à mettre en place des mécanismes d'autonomisation des compagnies africaines, alors que l'approvisionnement en SAF se présente comme un véritable défi pour un continent où seulement cinq projets sont recensés sur ce segment. La capacité de production projetée de SAF en Afrique est par ailleurs d'environ 0,6 million de tonnes d'ici 2030.

Bien qu'abondante dans de nombreuses régions africaines selon une étude de la Banque mondiale, la disponibilité des matières premières nécessaires au SAF nécessite une meilleure gestion de la chaîne d'approvisionnement pour assurer une production constante à des prix compétitifs. Le document intitulé "Fueling Africa's Flight: A Techno-Economic Assessment of sustainable aviation fuel in Africa" ajoute qu'avec un soutien politique coordonné, des partenariats internationaux et des investissements dans les infrastructures et la technologie, l'Afrique a le potentiel de relever le défi et de se positionner comme un acteur important sur ce marché.

Avec Agence Ecofin

Soutien aux femmes entrepreneurs

Wave Côte d'Ivoire et DigiFemmes unissent leurs forces

Wave Côte d'Ivoire et DigiFemmes Côte d'Ivoire lancent officiellement le projet WaveUP qui est un programme d'accompagnement de femmes entrepreneurs en vue de transformer leurs activités génératrices de revenus formelles ou informelles, en des activités plus stables, plus rentables et mieux intégrées au système économique formel.

● Nicole Esso

Avec ce programme 100% féminin, Wave vient réaffirmer son engagement à démocratiser l'accès aux services financiers digitaux et DigiFemmes poursuit sa mission d'autonomisation économique des femmes grâce à des formations et accompagnement adaptés. Cette collaboration stratégique reflète donc une vision commune : créer une vague de croissance et d'impact, qui propulse les femmes vers le succès et contribue à l'essor économique de la Côte d'Ivoire.

Les objectifs du projet

Révéler les talents et porteurs de projets ; offrir une opportunité d'apprentissage des compétences entrepreneuriales et leadership de base pour les personnes inscrites ; renforcer les compétences entrepreneuriales des bénéficiaires ; créer des emplois mesurables ; ancrer l'adoption Wave Business en intégrant Wave comme la solution de paiement principale dans tous les projets finalistes ; financer et accompagner activement les 3 lauréats jusqu'à 2 000 000 FCFA chacun (tranches liées à des jalons) et fournir ses-



sions de mentorat mensuel.

Le public cible

Le programme WaveUP cible en priorité les dirigeantes de très petites et petites entreprises (TPE/PME) en phase de structuration, qui portent une activité économique à potentiel mais qui manquent encore d'outils, de visibilité ou d'accès au financement pour passer à l'échelle supérieure. Les entreprises ciblées répondent aux critères suivants : être dirigées par une entrepreneure avec un niveau secondaire minimum d'éducation ; être en activité depuis moins de 12 mois, ou en phase de lancement concret, avec un besoin identifié de formalisation, d'organisation et de financement initial ; être basées en Côte d'Ivoire, y compris dans les zones rurales et périphériques ; opérer dans des secteurs tels l'agroalimentaire, le commerce, l'artisanat moderne, les services de proximité, le numérique ou les énergies durables ; avoir

une volonté claire d'intégrer les paiements digitaux dans leur gestion quotidienne et de formaliser leur trajectoire de croissance.

Les phases clés du programme

Le processus débute par un appel à candidatures en ligne via la plateforme DigiFemmes et en présentiel au siège de DigiFemmes. Cette étape vise à recruter 500 femmes intéressées par le renforcement de leurs compétences entrepreneuriales. La suite du processus s'établit comme suit : un (1) mois de formation en ligne sur des thématiques telles que le savoir-être, l'innovation, le leadership et l'entrepreneuriat sans oublier les détails de l'offre Wave Business ; un bootcamp intensif de 2 jours pour les 15 finalistes, afin de structurer leur projet et perfectionner leur pitch ; un Accompagnement individuel de 3 mois pour les lauréates en plus d'un mentorat stratégique.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 20 octobre 2025

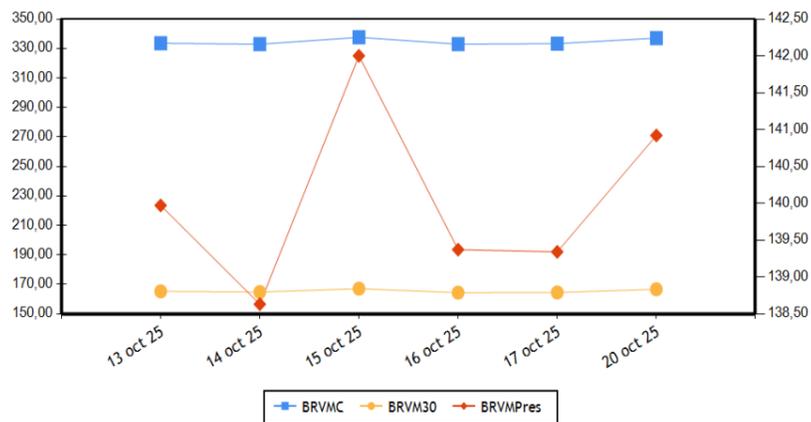
N° 198

BRVM COMPOSITE	337,02
Variation Jour	1,12 %
Variation annuelle	22,10 %

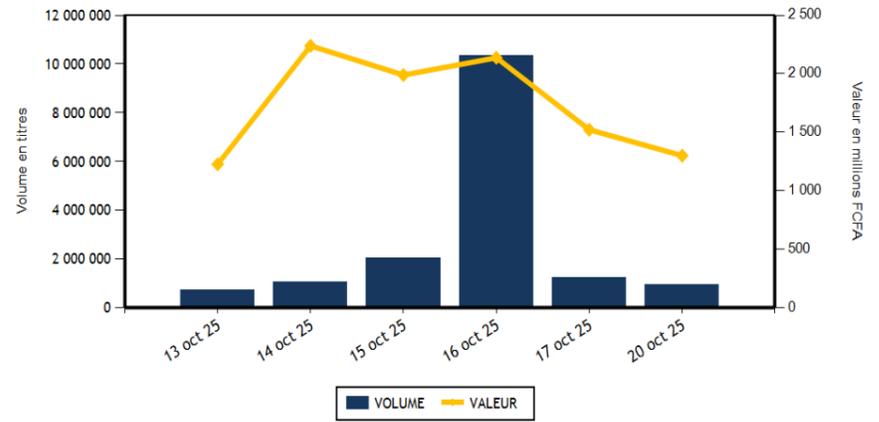
BRVM 30	166,62
Variation Jour	1,33 %
Variation annuelle	20,10 %

BRVM PRESTIGE	140,92
Variation Jour	1,13 %
Variation annuelle	22,71 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	12 993 984 476 962	1,12 %
Volume échangé (Actions & Droits)	941 692	-21,38 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 231 220 042	-5,43 %
Nombre de titres transigés	46	2,22 %
Nombre de titres en hausse	17	-19,05 %
Nombre de titres en baisse	23	27,78 %
Nombre de titres inchangés	6	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 909 445 338 195	-0,50 %
Volume échangé	7 366	-67,13 %
Valeur transigée (FCFA)	68 380 765	-68,81 %
Nombre de titres transigés	33	725,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	11	
Nombre de titres inchangés	20	400,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 585	7,46 %	164,17 %
SAFCA CI (SAFC)	2 455	7,44 %	240,97 %
CIE CI (CIEC)	2 420	4,54 %	10,25 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 950	4,08 %	79,55 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	14 900	3,47 %	-14,86 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 820	-4,46 %	70,89 %
SICOR CI (SICC)	3 500	-2,78 %	-12,50 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	2 530	-2,50 %	-1,75 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	1 230	-1,99 %	39,77 %
PALM CI (PALC)	9 115	-1,99 %	82,30 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	140,92	1,13 %	22,71 %	57 866	571 674 640	10,69
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	204,98	0,32 %	48,42 %	883 826	659 545 402	15,52

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	219,10	-0,06 %	86,69 %	33 695	120 135 575	10,20
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	745,88	2,26 %	-2,37 %	23 389	336 536 890	10,20
BRVM - FINANCES	16	140,85	0,39 %	38,43 %	767 233	451 014 987	9,05
BRVM - TRANSPORT	1	364,71	2,05 %	11,00 %	33 464	49 696 905	3,85
BRVM - AGRICULTURE	5	367,37	-1,49 %	86,42 %	21 036	134 943 395	11,84
BRVM - DISTRIBUTION	7	501,93	2,62 %	49,70 %	60 016	133 023 630	64,10
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	611,62	-0,42 %	-5,83 %	2 859	5 868 660	9,41

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	97,25	2,23 %	-2,75 %	18 432	322 420 560	10,08
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	180,08	4,36 %	80,08 %	54 408	112 709 295	80,68
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	138,42	0,38 %	38,42 %	767 233	451 014 987	9,05
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	193,79	-0,53 %	93,79 %	24 877	203 973 500	11,20
BRVM - INDUSTRIELS	6	128,88	0,63 %	28,88 %	44 372	67 969 340	5,03
BRVM - ENERGIE	4	107,08	-0,90 %	7,08 %	27 413	59 016 030	13,04
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	108,97	2,92 %	8,97 %	4 957	14 116 330	9,58

France

Sans 49.3, le gouvernement se prépare à un marathon budgétaire

L'exécutif fait le pari d'un budget 2026 adopté sans recourir à l'article 49.3, une première depuis l'absence de majorité absolue à l'Assemblée en 2022. Ce changement radical bouleverse la procédure, menaçant de transformer l'examen en un « budget Frankenstein » sous la pression persistante d'une motion de censure.

Le budget de l'État pour 2026 s'apprête à connaître un examen parlementaire inédit sous la Ve République. La décision du Premier ministre, Sébastien Lecornu, de renoncer à l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le texte sans vote est une rupture majeure, la première depuis 2022. Ce choix rebat intégralement les cartes. Jusque-là, le 49.3 permettait au gouvernement d'engager sa responsabilité sur sa version souhaitée du texte. Désormais, chaque mesure votée dans l'hémicycle aura une chance d'être conservée dans le texte final. Conséquence directe : les amendements pourraient être défendus bec et ongles par leurs auteurs, avec le risque d'étirer considérablement les débats. Pourtant, une forme de discipline semble émerger chez les groupes minoritaires. Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, a promis de restreindre le nombre de propositions, annonçant : « Nous déposerons moins de 250 amendements et nous en resterons là pour avoir de vrais débats. »

Le spectre du « budget Frankenstein »

Avec une Assemblée morcelée en trois blocs minoritaires, le risque n'est plus seulement l'allongement



des débats, mais la dilution de la cohérence budgétaire. La chambre basse se prépare à voir se multiplier les jeux d'alliance et les majorités d'opportunité selon les mobilisations sur chaque article. « On peut gagner des batailles », prédit Eric Coquerel. La perspective d'un texte hybride inquiète pourtant même dans l'opposition : « il ne faut pas de budget Frankenstein », insiste un député socialiste, qui assume de viser un budget « qui puisse être votable. » Le Sénat, qui sera saisi après l'Assemblée, est un autre acteur clé. Disposant d'une confortable majorité droite-centristes, la chambre haute se positionne en recours face à une potentielle dérive du texte à l'Assemblée. Le sénateur Claude Malhuret (Horizons) a ainsi promis : « Nous allons aider le gouvernement à résister » à la gauche, se tenant prêt à « purger le budget de tout ce qui va dans le mauvais sens. »

La menace structurelle de la censure

Si le Premier ministre Sébastien Lecornu a résisté à ses deux premières motions de censure, l'épée de Damoclès de l'article 49.2 de la Constitution continue de planer. En effet, les groupes parlementaires peuvent, à tout moment, déposer une motion de censure spontanée. Cette menace risque de se cristalliser lors de l'examen du budget de la Sécurité sociale en novembre. Le gouvernement a promis un amendement visant à suspendre la réforme des retraites de 2023. Cette mesure soulève une série d'inconnues majeures : Obtiendra-t-elle une majorité à l'Assemblée ? Sera-t-elle maintenue au Sénat, où la droite et les centristes s'y opposent ? Et quel sera son sort lors de la cruciale commission mixte paritaire (CMP), réunissant députés et sénateurs pour aboutir au texte final ? Les oppositions utilisent cette incertitude pour maintenir la pression. Ces modalités atypiques d'examen s'accompagnent de délais extrêmement serrés. (Avec agences)

Spectaculaire cambriolage au Louvre

Des bijoux « inestimables » dérobés

Un cambriolage spectaculaire a eu lieu dimanche matin peu après l'ouverture du Louvre, le musée le plus visité au monde, où plusieurs malfaiteurs se sont emparés de bijoux d'une « valeur inestimable » avant de prendre la fuite.

Spectaculaire. Aux alentours de 9 h 30, trois ou quatre cambrioleurs se sont introduits dans la galerie d'Apollon du Louvre, qui abrite notamment les joyaux de la Couronne de France, brisant les fenêtres de la salle à l'aide d'une disqueuse après s'être hissés depuis l'extérieur sur une nacelle. Les bijoux étaient protégés par des vitrines. Le montant du butin est en cours d'estimation, mais les bijoux dérobés sont d'une « valeur inestimable », a déclaré le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, invité de France Inter / Franceinfo / Le Monde. Construite à la demande de Louis XIV, la galerie d'Apollon abrite la collection royale de gemmes et les diamants de la Couronne, dont trois pièces his-



toriques : le Régent, le Sancy et l'Hortensia. Le ministre a assuré avoir « bon espoir » que les malfaiteurs, qui ont pris la fuite à scooter, soient interpellés « très rapidement ». Selon lui, l'opération, qui n'a duré que « sept minutes », est le fait de cambrioleurs « chevronnés » qui pourraient être « étrangers ».

La couronne de l'impératrice Eugénie retrouvée endommagée

Dans leur fuite, ils ont toutefois abandonné un des objets, la couronne de l'impératrice Eugénie, retrouvée endommagée près du musée. Cette pièce, composée de 1 354 diamants et 56 émeraudes, figurait parmi les joyaux emblématiques exposés au public. Un des scooters utilisés a également été retrouvé. Les visiteurs du musée, qui avait ouvert ses portes à 9 h 00, ont été rapidement évacués « sans incident aucun », a indiqué le Louvre à l'AFP. (Avec AFP)

Cosmétique

Kering cède sa division beauté à L'Oréal

L'accord s'élève à 4 milliards d'euros, payables en numéraire à la réalisation de l'opération prévue pour le premier semestre 2026, précise le communiqué.

Le groupe français de luxe Kering cède sa division beauté, y compris la marque Creed, à son compatriote L'Oréal ainsi que le développement des produits beauté de Gucci après l'expiration de la licence actuelle avec Coty, selon un communiqué commun. Cette annonce survient un mois seulement après l'entrée en fonction de Luca De Meo, directeur général de Kering, chargé de redresser le groupe malmené depuis plusieurs années par les difficultés de sa marque phare Gucci. L'accord, comprenant la cession de Creed et l'établissement des licences de 50 ans pour les marques iconiques de Kering, s'élève à 4 milliards d'euros, payables en numéraire à la réalisation de l'opération prévue pour le premier semestre 2026, précise le communiqué. L'Oréal versera également des redevances à Kering pour l'utilisation des marques sous licence. Le partenariat comprend « les droits de conclure un accord de licence exclusif



d'une durée de 50 ans pour la création, le développement et la distribution des produits parfum et beauté de Gucci, démarrant après l'expiration de la licence actuelle avec Coty, dans le respect des obligations du groupe Kering au titre de l'accord de licence existant», est-il ajouté. Selon une note des analystes HSBC, la licence Gucci arrive à expiration chez l'américain Coty en 2028. Il est également inclus un « partenariat exclusif, prévu sous la forme d'une co-entreprise à 50/50, qui permettra de créer des expériences et des services combinant les capacités d'innovation de L'Oréal et la connaissance approfondie des clients du luxe de Kering ». « Cette alliance stratégique marque une étape

déterminante pour Kering », déclare Luca de Meo, cité dans le communiqué, et « nous permet de nous concentrer sur ce qui nous définit le mieux : notre puissance créative et l'attractivité de nos Maisons ». « L'ajout de ces marques extraordinaires complète parfaitement notre portefeuille existant et élargit considérablement notre présence dans de nouveaux segments dynamiques de la beauté de luxe (...) Gucci, Bottega Veneta et Balenciaga sont toutes des marques de couture exceptionnelles qui présentent un énorme potentiel de croissance », déclare le directeur général de L'Oréal, Nicolas Hieronimus, également cité dans le communiqué. L'Oréal possède déjà la licence des produits de beauté Yves Saint Laurent depuis 2008. La division beauté de Kering a été créée en 2023 avec notamment l'acquisition de la marque de parfums de luxe Creed pour 3,5 milliards d'euros. (afp)

« Répercussions mondiales »

La Chine se cherche un nouveau cap économique

À partir de lundi, le Parti communiste chinois se réunira pendant quatre jours pour tracer la feuille de route économique du géant asiatique pour les prochaines années.

Le Parti communiste chinois (PCC) va entamer lundi quatre jours de discussions pour définir les grandes orientations économiques du géant asiatique pour les prochaines années, face au ralentissement de la croissance et aux tensions commerciales. Cette session plénière (ou « plénum ») du Comité central, sorte de parlement du parti, réunira à huis clos à Pékin ses quelques 200 membres titulaires et 170 suppléants, afin de fixer les priorités de la deuxième économie mondiale. Comme à l'accoutumée, ces discussions devraient se tenir dans le monumental Palais du peuple, bâtiment qui accueille les grands événements politiques au bord de la place Tiananmen. A l'exception de la presse officielle chinoise, les journalistes seront tenus à l'écart. Ce quatrième « plénum » de la période 2022-2027 sera consacré, selon les médias d'Etat, aux propositions en matière économique et sociale pour le 15e plan quinquennal (2026-2030). Ce plan joue un rôle central en Chine dans la réalisation des grands objectifs fixés par le président Xi Jinping, notamment en matière d'autosuf-



finance technologique et de renforcement des capacités économiques et militaires du pays. Présidé par Xi Jinping, le plénum doit s'achever jeudi. Les autorités devraient publier dans la foulée un long document résumant les principales décisions. La version finale du plan quinquennal, qui inclut des objectifs politiques, économiques, sociaux et environnementaux, sera ensuite soumise en mars à l'approbation formelle du Parlement, une institution soumise dans les faits au PCC.

« Des répercussions mondiales »

La réunion intervient dans un contexte économique incertain, marqué par la faiblesse de la consommation intérieure, la crise prolongée du secteur immobilier et les turbulences commerciales avec les Etats-Unis. « Même si les plénums attirent géné-

ralement moins l'attention que d'autres événements politiques, c'est à ces occasions que les grandes orientations du pays sont débattues et arrêtées », soulignait dans une récente note Teeuwe Mevissen, économiste chez Rabobank. « Et étant donné le poids de l'économie chinoise, ces décisions ont des répercussions mondiales », souligne-t-il. Nombre d'experts plaident depuis des années pour une transition vers un modèle de croissance davantage tiré par la consommation intérieure, plutôt que par l'investissement dans les infrastructures et les exportations – des moteurs traditionnels de l'économie. Car la demande des ménages reste relativement faible par rapport à l'avant-Covid. Et selon des données officielles publiées ce mois-ci, les prix à la consommation ont de nouveau reculé en septembre sur un an. Autre thématique majeure dont les participants au plénum devraient discuter : la surcapacité industrielle, qui entraîne une offre excédentaire dans certains secteurs et alimente les tensions commerciales avec les partenaires étrangers. (afp)

Consommation

Ces « héros » qui transforment les systèmes alimentaires

Des hommes et des femmes, partout dans le monde, transforment les systèmes alimentaires et les rendent plus sûrs et accessibles dans leurs communautés locales. Les Nations Unies célèbrent ces « héros » ce jeudi 16 octobre, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation.

La journée, qui coïncide cette année avec les 80 ans de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), donne l'opportunité aux Héros de l'alimentation de montrer l'importance de travailler main dans la main pour une alimentation et une vie meilleures.



● © NOOR for FAO/Sebastian Liste. Des agricultrices de la Koinadugu Women's Vegetable Cooperative en Sierra Leone, récoltent les choux de leur potager communautaire.

Madagascar : Rasoaniaviana Clarette

« J'ai récolté 50 kg de courgettes. J'en ai vendu la moitié pour payer la scolarité de mes enfants et j'ai utilisé l'autre moitié pour améliorer notre alimentation à la maison ». À Mizilo, dans le sud-est de Madagascar, Rasoaniaviana Clarette s'est imposée comme une leader de la transformation alimentaire. Autrefois femme au foyer, elle dirige aujourd'hui une école agricole dirigée par des femmes qui luttent contre la malnutrition infantile

grâce à une agriculture résiliente au climat. Avec 24 autres femmes, elle a adopté des techniques modernes pour cultiver des plantes nutritives comme le moringa et la citrouille, ce qui a permis d'augmenter ses rendements, de diversifier l'alimentation et de renforcer la sécurité alimentaire. Son leadership inspire l'espoir et la résilience dans une région longtemps en proie à la faim et à la malnutrition.

Mauritanie : Fatima Mohammed Zayed Al-Muslimin

« Le chameau est l'un

des meilleurs animaux que nous ayons. À l'époque des voyages nomades, il était utilisé pour transporter de lourdes charges et supportait la soif et les épreuves que les autres animaux ne pouvaient supporter ». Dans le village aride de Boutidouma, en Mauritanie, le lait de chamelle, appelé « laban », est une source de nutrition vitale. Fatima Mohammed Zayed Al-Muslimin, mère de cinq enfants et fondatrice de la coopérative Tidouma, a révolutionné la production laitière locale. Depuis 2019, une formation a permis de mettre en place un processus de transformation du lait qui prolonge

sa durée de conservation de un à 21 jours, réduisant ainsi le gaspillage et améliorant l'accès de la population au marché laitier. Aujourd'hui, Fatima rêve de se développer pour créer une véritable usine laitière.

Saint-Kitts-et-Nevis : Richard Paris

« Je n'avais aucune expérience dans l'agriculture, juste un rêve. Aujourd'hui, alors que la plupart des gens se détendent le dimanche, je passe mon temps à ajuster les niveaux de pH et à calibrer les capteurs ! » Sur l'archipel caribéen de Saint-Kitts-et-Nevis, Richard Paris est en train de transformer l'agriculture locale avec « Paris' Leafy



● © FAO. Rasoaniaviana Clarette.

Greens », une entreprise de culture hydroponique de laitues qui fournit des produits frais. Ancien architecte et directeur d'hôtel, Richard Paris a construit la première serre hydroponique à grande échelle de l'archipel en 2019. Ses laitues croquantes et qui se conservent longtemps ont rapidement gagné en popularité. Après avoir suivi une formation, il a augmenté ses rendements de 40 % grâce à des capteurs intelligents. Aujourd'hui, avec l'agrandissement de sa deuxième serre, Richard vise à réduire les importations et à construire un héritage agricole durable.

Italie : Cristina Bowerman

« Les chefs cuisiniers



● © FAO. Mederbek Mirzayev.

peuvent être des catalyseurs de changement. En célébrant la saisonnalité, en respectant les producteurs et en concevant des menus zéro déchet, ils peuvent contribuer à la mise en place de systèmes agroalimentaires résilients et inciter les convives à faire de même ». La cheffe étoilée au Michelin Cristina Bowerman, basée à Rome, en Italie, est une figure centrale de la gastronomie durable. Elle allie innovation culinaire et militantisme pour lutter contre le gaspillage alimentaire. À travers des initiatives telles que « Adopt a Farmer » (Adoptez un agriculteur) et le « Chef's Manifesto » (Manifeste des chefs cuisiniers), elle promeut l'approvisionnement responsable et la cuisine zéro déchet. Elle encadre également les futurs chefs cuisiniers et défend l'alimentation comme un outil au service de l'action climatique.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Cet aspect de Pluton n'a rien de négatif et, en principe, devrait même plutôt vous permettre d'améliorer vos revenus, ou tout au moins de voir vos placements devenir plus rentables. Mais en même temps, cet impact pourra vous faire oublier toute prudence. Vous qui, d'habitude, gérez votre budget avec prudence, serez pour une fois tenté par des achats aussi ruineux qu'inutiles !

Taureau Voilà une journée qui pourrait vous réserver des surprises côté argent. Saturne laisse en effet présager des rentrées d'argent plutôt restreintes. Une somme sur laquelle vous comptiez tardera à vous parvenir, ce qui déséquilibrera votre budget. Mais en même temps, vous saurez négocier efficacement, tant avec votre banquier qu'avec vos créanciers, ou même avec le service fiscal. Cela vous permettra de souffler le temps que votre budget s'assainisse.

Gémeaux Si les placements vous intéressent, il s'agira aujourd'hui d'avoir une vision réaliste et de ne pas laisser dormir certaines valeurs dont le cours pourrait baisser bientôt. Débarassez-vous-en en temps utile, sans regrets.

Cancer J De nombreuses activités liées aux finances seront particulièrement favorisées cette fois, notamment le commerce et les voyages. Des transactions immobilières pourront enfin aboutir comme vous le souhaitez.

Lion Excellente journée pour organiser quelques discussions au sujet de vos finances, et de vos placements si vous en avez. Méditez les conseils qu'on vous donnera et suivez-les. De bonnes affaires sont possibles actuellement. D'autre part, n'hésitez pas à embellir votre foyer sans pour autant vider votre compte en banque.

Vierge Méfiez-vous des dépenses exagérées, faites pour jeter de la poudre aux yeux de votre entourage. Comptez plutôt sur vos qualités personnelles pour vous mettre en valeur et évitez les extravagances qui ne joueraient d'ailleurs pas à votre avantage et qui, en outre, entameraient sérieusement votre budget.

Balance Les coups de poker, sur le plan matériel, vous attireront particulièrement aujourd'hui. Attention, vous pourriez perdre gros. Méfiez-vous de votre goût trop prononcé pour le risque.

Scorpion Avec Mercure en cet aspect, vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables. Vous serez aussi en mesure de régler une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

Capricorne Très bonne journée pour effectuer des opérations financières audacieuses. Si vous menez habilement votre barque, en prenant des risques calculés, vous serez en mesure de développer votre situation matérielle.

Sagittaire Pluton en aspect harmonique protégera vos finances et vous apportera le soutien de la chance. Tâchez d'en profiter. Mais attention : ce sera aussi le moment de vous montrer plus vigilant concernant vos achats et vos placements.

Verseau Prudence, prudence sur le plan financier ! Limitez vos dépenses, et évitez toute décision importante concernant un achat ou un placement par exemple. Mauvaise journée pour régler un problème de succession.

Poisson Excellentes influences planétaires sur le plan financier. Vous ferez des rentrées d'argent qui vous étonneront. Cependant, tâchez de vous organiser pour éviter les dépenses inutiles qui pourraient neutraliser les avantages acquis.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Rebrand
5th EDITION
YOUR LEADERSHIP



Thème

DU LEADERSHIP À LA GOUVERNANCE ET AUX PERFORMANCES COMMERCIALES DANS LES ORGANISATIONS ET ENTREPRISES AFRICAINES.

SAM 06 DÉCEMBRE 2025

9H00-22H30

HÔTEL SARAOKAWA LOME-TOGO

+228 92860146 / +228 96840249

info@senakpon.com

INTERVENANTS



Antonin DOSSOU
Ancien ministre (BÉNIN)
Ancien haut cadre de la BCEAO
Consultant senior BEEEX consulting



Jonas DAOU
Pdt Group Kapi / Président
Association des grandes entreprises du Togo



Nabou FALL
Coach - Entrepreneur/



Stéphan CORIDON
Directeur Général Ithos CI /
Performance & Leadership
Coach/ Expert Comportement
Organisationnel



Yves MAYILAMENE
Régional HR Lead
Glencore Copper Africa



Adjaratou LAWANI
DG ALA Consulting



Marcellin S. GANDONOU
CEO SENAKPON GROUP



Luc AGBETOHO
Juriste, Consultant-Formateur



Armand POGNON
Coach - Président Fiad



Louis M. KEUMAYO
Journaliste/ Directeur New world
Magazine



Rabiadou BELLO
Consultante RH Expertise en QVT/QVCT
Directrice Associée IPIKAR Consulting



Zio/Sante oculaire

Campagne nationale de chirurgie gratuite de la cataracte à Tsévié

Une campagne nationale de chirurgie gratuite de la cataracte et autres affections oculaires au profit des populations vulnérables des régions des Savanes, Maritime, Plateaux, Centrale et de la Kara, a été lancée, le samedi 17 octobre au Centre hospitalier régional (CHR) de Tsévié.

Cette campagne est initiée par l'Etat togolais, à travers le Programme national de santé oculaire (PNSO). Elle se situe dans le cadre de la promotion de la santé oculaire et de la lutte contre la cécité au Togo. Financée à hauteur de 50 059 000 F CFA par la Banque Islamique de Développement (BID), l'action vise à lutter efficacement contre la cécité évitable au Togo, en particulier chez les populations les plus vulnérables. Elle s'étendra sur les cinq régions sanitaires du pays jusqu'au mois de novembre. Environ 2000 yeux atteints de cataracte seront opérés à raison de 650 cas dans les Savanes, 300 dans la Maritime, 400 dans les Plateaux, 350 dans la Centrale et 300 cas dans la Kara. Outre les interventions chirurgicales, la campagne comprend une vaste mobilisation sociale, des activités de sensibilisation sur la santé oculaire, ainsi que le suivi post-opératoire des patients. Dans la région Maritime, deux sites sont retenus pour ces interventions chirurgicales.



Il s'agit du Centre médico-social (CMS) d'Agbélouvé et du CHR Tsévié. L'équipe technique est composée d'ophtalmologistes, de techniciens supérieurs d'ophtalmologie, d'aides-soignants et de chargés de communication. Le secrétaire général du gouvernorat de la Maritime, Dotsè Médjina a exhorté les autorités locales, chefs traditionnels, professionnels de santé, leaders communautaires, à mobiliser les populations afin que toute personne concernée puisse bénéficier pleinement des soins. Dans son allocution, le coordonnateur du PNSO, Dr Yawo Sefofo Prempe, a souligné l'urgence de cette intervention sanitaire. Il a rappelé que selon la récente

enquête des rapports des études d'Appréciation rapide de la cécité évitable (ARCE) en anglais (RAAB) 2024, 40,8 % des Togolais âgés de 50 ans et plus souffrent d'une déficience visuelle bilatérale. La cataracte, dit-il, représente plus de 60 % des cas de cécité et près de 60 000 yeux atteints de cataracte non opérés sont recensés dans le pays. La cérémonie de lancement a été marquée par la présence des autorités locales, des partenaires techniques et financiers (BID) et le centre d'aide humanitaire et de secours « Toi Salman », du personnel de santé, et du chef canton de la ville de Tsévié, Togbui Komlan Agbéssi Assito Pasah VIII.

Avec ATOP/AM/BBG/FD

Ligue 1

Matvey Safonov envisage de quitter le PSG !

Déçu du manque de concurrence avec Lucas Chevalier, Matvey Safonov pourrait quitter le PSG lors de la prochaine fenêtre du mercato.

Cet été, le Paris Saint-Germain a tenté un coup astucieux. Malgré la campagne XXL de Gianluigi Donnarumma en Ligue des Champions, le club de la capitale a décidé de se séparer du gardien italien. Un choix qui en a surpris plus d'un mais qui s'explique par la situation contractuelle complexe du portier qui, à un an de la fin de son contrat, refusait de négocier un nouveau contrat au rabais. Dès lors, la formation parisienne a décidé de miser sur un gardien qui avait le vent en poupe en Ligue 1 : Lucas Chevalier. Auteur d'une superbe saison avec le LOSC et des prestations remarquables en Ligue des Champions, le gardien de 23 ans n'a pas hésité et a sauté sur l'occasion en rejoignant le champion d'Europe pour prendre la suite de l'Italien. Pour autant, les premières prestations du Français lui ont déjà valu quelques critiques et la situation avec Matvey Safonov crisper. Doublure de Chevalier après avoir été celle de Donnarumma, le gardien russe pourrait esti-



mer qu'il peut faire de meilleures prestations que le natif de Calais depuis le début de saison.

Matvey Safonov pourrait quitter le PSG

Alors qu'il avait affirmé qu'il venait à Paris pour être titulaire, l'ancien portier de Krasnodar n'a jamais caché ses grandes ambitions sur les bords de la Seine. Forcément, suite aux performances moins reluisantes du nouveau gardien, Safonov aspire à inverser la vapeur ou, à minima, d'avoir un rôle de numéro un bis avec Chevalier. Pour autant, le gardien de 26 ans n'a pas disputé le moindre match depuis le début de saison. Une situation qui a le

don d'irriter ce dernier. Ce samedi, L'Equipe va même plus loin et affirme que Safonov commence à s'impatienter et qu'un départ imminent n'est plus à exclure. En Russie, le numéro 39 du PSG a expliqué à Sport-Express qu'il était mécontent de sa situation actuelle à Paris : «mon avenir devra attendre l'ouverture du mercato. Pour l'instant, je consacre tout mon temps à redresser la barre. Je veux prouver que je mérite de jouer ; le manque de temps ne me satisfait pas. [...] Toute offre doit être étudiée, donc tout dépend de la situation au moment du mercato.» Des intérêts de Russie pourraient s'articuler autour d'un prêt cet hiver.

Avec footmercato.net

Kozah

Le projet « Empowerment et formation pour emploi des groupes vulnérables » évalué à Kara

Une trentaine d'acteurs impliqués dont les bénéficiaires du Projet « Empowerment et formation pour emploi des femmes et des groupes vulnérables (PEFEGV) », issus des communes Kozah 2, Kozah 4 et Dankpen 1, ont pris part à une rencontre d'évaluation dudit projet le vendredi 17 octobre à Kara.

Ce projet (PEFEGV) prévu pour une période de six mois (mai à octobre 2025), a été mis en œuvre par l'ONG Action pour la promotion et le développement intégral de la femme et de l'enfant (APRODIFE), dans trois communes cibles (Kozah 2, Kozah 4 et Dankpen 1). Il a bénéficié de l'appui technique et financier de la GIZ ProEmploi+ avec pour objectif de renforcer le potentiel économique des cibles notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées à travers les formations. Il intervient dans un contexte où les



femmes et les groupes vulnérables (jeunes et personnes handicapées) des communes cibles, n'ont pas accès aux ressources nécessaires pour développer leur potentiel économique. La rencontre d'évaluation a permis aux participants d'évaluer ce

projet à la fin de sa mise en œuvre. Le niveau d'atteinte des résultats a été évalué, les points forts ont été relevés, les insuffisances et les difficultés rencontrées notées. Il était aussi question d'apprécier le niveau de satisfaction des bénéficiaires et des

acteurs impliqués, de faire des propositions concrètes et formuler des recommandations en vue d'améliorer les futures interventions. Les participants ont d'abord suivi la présentation du projet et les explications inhérentes, ainsi que les résultats obtenus avant de procéder aux échanges et partages d'expériences en débats. La directrice exécutive de l'ONG (APRODIFE), Mme Tchamdja Amida a relevé que « le manque de compétences techniques et entrepreneuriales, combiné à des infrastructures insuffisantes et à un accès limité

aux marchés, entravent les capacités de ces femmes et ces groupes vulnérables ». Elle a justifié ainsi la mise en œuvre de ce projet qui vise leur employabilité via une formation pratique. Les bénéficiaires ont été formés, précise-t-elle dans plusieurs domaines dont la transformation des produits agricoles, la savonnerie et l'élevage. Selon Mme Tchamdja, l'évaluation du projet vient capitaliser les connaissances acquises pour partager avec d'autres personnes qui pourront les exploiter pour s'en sortir économiquement. Mlle Solim, bénéficiaire (Kozah2),

formée dans la fabrication du savon et de pommade a exprimé sa reconnaissance à la structure APRODIFE pour cette formation qui est venue à point nommé. Pour une autre bénéficiaire, Mme Adoun Mathilde (Kozah 4), elle a été formée dans la transformation des produits agricoles. Elle fait du fromage de soja, vend 8000 F, je réalise un bénéfice de 3000 F, fais une tontine de 2000F par semaine et je garde 1000F sur elle. Elle dit remercier APRODIFE, la mairie et la GIZ.

Avec ATOP/TAL/ KK/KYA

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,65%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (BAFD, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparence internationale 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180



Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key Developments in 2023 (Commission de l'UE).

● Source : tresor.economie.gouv.fr

LA MEILLEURE
QUALITÉ
AU JUSTE PRIX!

250*
FCFA
BOUTEILLE
30cl



NOUVEAU TARIF
Format 30cl



Harmonies |



POUR VOTRE SANTÉ PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE

* PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 30CL

